

A l'attention de Cédric Renaud

*Monsieur,*

*Je pense que la généralisation du port d'arme ne réglera en rien les problèmes d'insécurité. Cela n'intimidera ni d'éventuels terroristes, ni le grand banditisme, mais cela multipliera les bavures. Ce serait engager une fuite en avant qui aggraverait le cercle vicieux de la violence, à l'image de ce qui se passe aux États-Unis, pays armé jusqu'aux dents... où l'insécurité est généralisée.*

*La violence est un effet du pourrissement d'une société où les écarts se creusent entre une minorité de plus en plus riche et une majorité qui s'appauvrit. Elle résulte du désespoir face à l'avenir dans lequel est plongée une fraction croissante de la jeunesse, sur fond de recul des organisations ouvrières et des associations de solidarité. Tant qu'on n'enrayera pas le chômage, tant qu'on laissera des millions de personnes s'enfoncer dans la pauvreté, c'est-à-dire tant qu'on ne s'attaquera pas au fonctionnement de cette organisation sociale fondamentalement inégalitaire qui nourrit chaque jour la misère, le chacun pour soi, la violence, la brutalité continueront de gangrener la société.*

*Il est illusoire de croire que l'on peut combattre la petite délinquance et ses conséquences sur la population sans s'attaquer à ses racines profondes du système social. Or, tous les gouvernements- qu'ils soient de droite ou de gauche – n'ont rien à dire sur l'insécurité du logement, du travail. Et pourtant, la difficulté de trouver un emploi, de se loger, de vivre avec des revenus très faibles est le lot de millions de femmes et d'hommes alors que la réussite sociale individuelle et l'argent facile sont mis à l'honneur dans cette société, gangrènent des quartiers entiers et favorisent le développement de la délinquance.*

*Ces dernières années, tandis que l'Etat diminuait les finances des collectivités territoriales (si l'on fait le total cumulé de tout ce que les collectivités auront perdu fin 2017, on aboutit à la somme de plus de 28 milliards d'euros en cinq ans) il a en même temps augmenté les charges qui pèsent sur les régions, les départements et les communes, en leur transférant des compétences pas toujours compensées.*

*Je suis donc pour que l'Etat finance entièrement les nouveaux pouvoirs qu'il a confiés aux collectivités locales, y compris en matière de sécurité, de prévention et avant tout en matière de secours.*

*D'autant que ces dépenses ne pèsent pas de la même façon sur toutes les communes. Car il n'y a rien de commun entre*

*une grande ville, une région, d'un côté, et le maire d'une commune rurale de 400 habitants, de l'autre. Face à cette baisse de leurs recettes, les élus des communes rurales n'ont que trois solutions pour maintenir leur budget en équilibre : augmenter les impôts locaux, diminuer les services à la population, ou renoncer à des investissements pourtant parfois indispensables. Pourtant il faut entretenir les chemins, disposer si possible d'une équipe de pompiers pour les secours, construire des logements pour les jeunes couples, avoir un personnel communal suffisant, aider les plus démunis, s'occuper des personnes devenues dépendantes... Et ces restrictions budgétaires s'ajoutent à celles qui visent l'école, la Santé, la Poste, la Sécurité sociale.*

*En ce temps de crise, pour enrayer la dégradation des conditions de vie qui crée l'insécurité sociale, il est plus vital que jamais pour les classes populaires que l'argent public soit utilisé à aider les catégories les plus fragiles de la population et à créer les emplois indispensables au bon fonctionnement de la société.*

*Recevez, Monsieur, mes salutations distinguées.*

*Nathalie ARTHAUD*